



## SERVICES TECHNIQUES ET ENVIRONNEMENT

### SOMMAIRE

---

1. LOGISTIQUE ARCHITECTURE BATIMENTS .....	2
1.1 Architecture, construction, réhabilitation .....	2
1.2 Maintenance des bâtiments .....	5
1.3 Hygiène et propreté des locaux .....	5
1.4 Logistique parcs et maintenance des moyens techniques .....	5
2. ENERGIE ET CLIMAT .....	6
3. VOIRIE INFRASTRUCTURES .....	9
3.1 Patrimoine de voirie .....	9
3.2 Eau et assainissement .....	11
3.3 Infrastructures portuaires, aéroportuaires et fluviales .....	15
3.4 Propreté urbaine .....	15
3.5 Littoral .....	16
4. INGENIERIE ECOLOGIQUE .....	16
4.1 Nature en ville et paysage .....	16
4.2 Environnement .....	17
4.3 Déchets .....	23
5. TRANSVERSAL SERVICES TECHNIQUES TERRITORIAUX .....	26
6. RESSOURCES COMPLEMENTAIRES .....	27

### EVENEMENTS

---

#### **RT « Energie »**

25 mars 2021 à distance

Cnfpt/Inset Montpellier ; PONCET Emmanuel pôle Energie Climat

#### **RNIT : Les transitions numériques au cœur des politiques publiques territoriales durables**

4 et 5 mai 2021

Cnfpt/Inset Montpellier ; HEINRICH Stéphane

#### **RT « Espaces verts »**

1er juillet 2021

Cnfpt/Inset Montpellier ; OFFRET Elisabeth pôle Ingénierie écologique

## 1. LOGISTIQUE ARCHITECTURE BATIMENTS

---

### 1.1 Architecture, construction, réhabilitation

#### ACTEE : lancement d'une cellule de soutien au service des collectivités

Territoire-energie.com, 26/01/2021

Le programme ACTEE, porté par la FNCCR, impulse les travaux de rénovation énergétique des bâtiments publics. Les collectivités peuvent bénéficier d'aides financières et de nombreuses ressources mises à disposition (formations, guides pratiques, partage d'expériences...).

Pour parfaire le dispositif, la FNCCR met en place une cellule de soutien personnalisé dédiée aux thématiques techniques, juridiques et économiques des projets de rénovation.

Ce service téléphonique gratuit (numéro vert) est ouvert à l'ensemble des collectivités du territoire national depuis le mercredi 27 janvier 2021.

#### Paille, chanvre ou terre crue : les matériaux biosourcés sont l'avenir de la ville

Demainlaville.com, 26/01/2021

Oublions un instant l'histoire des trois petits cochons, car les maisons de demain ne seront pas faites en briques, mais bien en bois et en paille. Pour des raisons écologiques, sociales et économiques, c'est en effet les matériaux biosourcés qui représentent désormais l'avenir de la construction durable.

#### **Un DCE Numérique BIM adapté aux TPE PME / OBADIA STEPHANIE**

Cahiers-techniques-batiment.fr, 25/01/2021

Dans le cadre du plan BIM 2022, l'appel d'offres pour le projet Olympi, porté par Pierres & Territoires - Procivis Eure-et-Loir, sera dématérialisé. Un DCE numérique BIM devrait permettre d'accompagner à la montée en compétences des TPE-PME.

#### Matériaux bio et géosourcés : le Cerema réalise des fiches de déclarations environnementales / CENTRE D'ETUDES ET D'EXPERTISE SUR LES RISQUES, L'ENVIRONNEMENT, LA MOBILITE ET L'AMENAGEMENT

Cerema.fr, 19/01/2021

La nouvelle réglementation environnementale dite "RE2020", remplacera à partir de l'été 2021 la réglementation thermique (RT2012). La RE2020 introduit la prise en compte de la performance environnementale du bâtiment sur l'ensemble de son cycle de vie. Cette nouvelle approche va encourager les filières de matériaux qui émettent peu de gaz à effet de serre. Le ministère en charge de l'environnement accompagne le développement des filières bio et sourcés et dans ce contexte a missionné le Cerema pour réaliser des déclarations environnementales et sanitaires (FDES) de matériaux bio et géosourcés.

#### Guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction- Covid-19. Mise à jour / ORGANISME PROFESSIONNEL DE PREVENTION DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Preventionbtp.fr, 14/01/2021

Cette mise à jour intègre les recommandations du Haut Conseil de Santé Publique et du Protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie de Covid-19, publié par le ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, version du 29 octobre 2020, actualisée au 6 janvier 2021. Le présent guide est le document de référence pour les entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.

#### Logement : les pires "passoires énergétiques" ne pourront plus être louées à partir de 2023

Franceinfo.fr, 14/01/2021

Le projet de loi issu de la Convention citoyenne sur le climat prévoit la fin de la location de 4,8 millions de logements énergivores d'ici à 2028.

#### Réglementation Environnementale 2020 : réduire l'impact carbone des bâtiments neufs / CENTRE D'ETUDES ET D'EXPERTISE SUR LES RISQUES, L'ENVIRONNEMENT, LA MOBILITE ET L'AMENAGEMENT

Cerema.fr, 11/01/2021

La RE2020 est la future réglementation environnementale des bâtiments neufs. Le premier volet de la réglementation portant sur les bâtiments neufs résidentiels, ainsi que les bureaux et les bâtiments scolaires rentrera en vigueur à l'été 2021, le deuxième volet concernant le tertiaire spécifique (commerces, crèches, hôtels, restaurants, universités etc.) est prévu pour l'été 2022. Cette réglementation viendra remplacer la

RT2012 en apportant des évolutions dans les objectifs de performance énergétique et de confort d'été et en instaurant la prise en compte de la performance environnementale du bâtiment sur l'ensemble de son cycle de vie.

### Les permis de construire sous contrôle environnemental / PASTOR Jean-Marc

Actualité Juridique. Droit Administratif, 11/01/2021, n° 1/2021, p. 5

Les permis de construire soumis à étude d'impact doivent prévoir les mesures « éviter, réduire et compenser » (ERC) destinées à assurer le respect du principe de prévention.

Conseil d'Etat, 30 déc. 2020, n 432539

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042844878>

### Projet de loi Convention citoyenne : les mesures qui concernent le BTP

Batiactu.com, 11/01/2021

Rénovation énergétique, artificialisation, DPE, plans de travaux des copropriétés, zones commerciales, réversibilité des bâtiments... l'avant-projet de loi qui doit inscrire les mesures demandées par la Convention citoyenne pour le climat, que Batiactu s'est procuré, contient de nombreuses mesures qui concernent le Bâtiment.

### Les villes moyennes championnes des bâtiments scolaires durables, selon Certivéa / LENORMAND ANNE

Localtis.info, 08/01/2021

L'organisme de certification Certivéa vient de publier une cartographie des bâtiments scolaires durables en France en 2020 qui montre que les villes entre 10.000 et 50.000 habitants sont à l'origine de 50% des projets d'établissements certifiés ou labellisés initiés par les communes.

### **Rénovation thermique : une opération complexe notée A+** / BERTUCCI ANNE-ELISABETH

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le), 08/01/2021, n° 6120, p.24-27

Modules bois en façades et pilotage fin des consommations permettent à un lycée rennais de maîtriser ses dépenses énergétiques.

### Les outils numériques dans la formation : point de vue des apprenants

Construction21.org, 07/01/2021

Après une première enquête visant à recueillir le point de vue des formateurs, Cercle Promodul / INEF4, toujours en lien avec les missions d'un de ses groupes de travail, a cette fois mené une enquête auprès des apprenants (en formation initiale et continue) afin d'identifier les méthodes pédagogiques et les outils numériques d'aujourd'hui et de demain (utilisation et perception).

### **Diagnostic de performance énergétique : où en est la réforme ?** / DELACORNE BASILE

Batiactu.com, 06/01/2021

Initialement prévue au 1er janvier, l'opposabilité du DPE a été repoussée au 1er juillet prochain. Mais de quel DPE parle-t-on ? Si on en connaît les contours, grâce aux décrets du 17 décembre dernier, les arrêtés fixant les barèmes sont toujours attendus. La réforme n'en est encore qu'à mi-parcours.

### Étude Ademe-RTE : décarboner le chauffage dans le secteur du bâtiment à l'horizon 2035

Ecologie.gouv.fr, 06/01/2021

Isolation, solutions de chauffage électrique efficaces, développement des énergies renouvelables : tels sont les trois leviers principaux pour décarboner le chauffage dans le bâtiment. En quinze ans, la France pourrait ainsi réduire de moitié les émissions du secteur, affirme une étude de l'Ademe et de RTE, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité.

### **Isoler son bâti, mais ensemble...** / MARCANGELO LEOS PHILIE

Journal des communes, 01/2021, n° 2212, p. 52

Lauréates d'un programme national pour les économies d'énergie, Lorient Agglomération et Quimperlé Communauté mènent de conserve une campagne pour l'isolation thermique des bâtiments communaux.

### Une maison pour seniors construite en bois-paille / LUNEAU Sylvie

Techni.cités, 01/2021, n° 339, p. 40

En plein cœur de bourg de La Chapelle-Thouarault, dans l'Ille-et-Vilaine, une maison pour seniors à ossature bois-paille est en construction. Ce sera le premier projet locatif référencé C2C en France et disposant d'une "signature circulaire".

### **Le grand chantier de la rénovation énergétique**

ADEME & vous, 01/2021, n° 141, p. 7-11

Logements privés, établissements publics, logements sociaux, bâtiments des TPE-PME, fonds de soutien à la construction durable. France Relance intensifie les moyens mis en oeuvre pour la rénovation énergétique d'un large éventail de bâtiments énergivores.

### **L'innovation selon vous / GESLIN FELICIE**

Cahiers techniques du bâtiment (les), 01/2021, n° 382, p. 63-104

En dépit d'un contexte sanitaire et économique particulièrement perturbant, les témoignages recueillis dans le cadre de ce dossier traduisent la détermination des acteurs de la construction à parier sur l'innovation pour répondre aux enjeux environnementaux de la future réglementation, autant qu'à la nécessité de repenser certains usages.

### **Le BIM en support du chantier / NGUYEN PASCAL**

Cahiers techniques du bâtiment (les), 01/2021, n° 382, p. 38-39

Si le BIM est de plus en plus largement utilisé en phase de conception, son potentiel est encore à explorer pour ce qui est de la phase d'exécution. Cependant de premiers cas d'usage sont en cours d'expérimentation.

### **RE2020, une valse à trois temps**

Cahiers techniques du bâtiment (les), 01/2021, n° 382, p. 22-24

La RE2020 entrera en application à l'été 2021, avec des paliers successifs de plus en plus contraignants sur le volet carbone.

### **Décret n° 2020-1817 du 29 décembre 2020 portant sur les informations des devis relatives à l'enlèvement et la gestion des déchets générés par des travaux de construction, de rénovation, de démolition de bâtiments et de jardinage et des bordereaux de dépôt de déchets**

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 31/12/2020, n° 316

Le décret introduit des dispositions réglementaires de façon à ce que les maîtres d'ouvrage puissent s'assurer de la bonne gestion des déchets issus de leurs chantiers, dont ils sont responsables au titre de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ces dispositions réglementaires sont : la formalisation de lignes déchets dans les devis rédigés par les entreprises et les professionnels du bâtiment ainsi que par les entreprises et les professionnels du jardinage préalablement à la réalisation de travaux de construction, de rénovation et de démolition de bâtiments et des travaux de jardinage.

### **Les droits de l'urbanisme, de la construction et de la copropriété modifiés par la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire / BATTISTINI PATRICE**

Petites affiches, 24/12/2020, n° 257, p. 7-8

La loi du 10 février 2020 intervient dans les domaines de la copropriété, de la construction et de l'urbanisme, en modifiant le régime des logements décents, des travaux d'énergie et de la performance énergétique, ainsi qu'en adaptant le régime des déchets au littoral guyanais.

### **Comment intégrer les exigences bas carbone et RE2020 dans les marchés publics de travaux des bâtiments ? / CENTRE D'ETUDES ET D'EXPERTISE SUR LES RISQUES, L'ENVIRONNEMENT, LA MOBILITE ET L'AMENAGEMENT**

Cerema.fr, 24/12/2020

Pour répondre au défi de la réglementation Environnementale 2020 (RE2020), les acteurs du bâtiment devront savoir passer d'un projet performant sur le papier à sa concrétisation par les entreprises choisies pour les travaux. A ce titre, les modalités de rédaction du dossier de consultation des entreprises vont être amenées à évoluer, en particulier pour les marchés publics. Cet article du Cerema a été publié dans le cadre d'un dossier consacré à la RE2020 sur le site Construction 21.

[Lien vers le dossier RE2020: https://www.construction21.org/france/static/dossier-se-preparer-a-la-RE-2020-enjeux-et-retours-dexperience.html](https://www.construction21.org/france/static/dossier-se-preparer-a-la-RE-2020-enjeux-et-retours-dexperience.html)

### **Agyre, accélérateur de l'économie circulaire pour les bâtisseurs / LAURENT ANTHONY**

Environnement magazine, 12/2020, n° 1784, p. 14

Pour mettre en oeuvre la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte dans la construction, Agyre, un hub d'accélération national, a été créé début septembre. Il se positionne comme un outil de référence en France.

## 1.2 Maintenance des bâtiments

### Rénovation énergétique : le Gouvernement lance le "RGE chantier par chantier"

Batiactu.com, 20/01/2021

Le dispositif "RGE chantier par chantier" vient d'être lancé, dans l'optique de simplifier l'accès des artisans et PME du bâtiment au marché de la rénovation énergétique. Le but : développer le nombre de chantiers tout en assurant un niveau élevé de qualité et d'exigence environnementale, et en faisant gagner en compétences les professionnels.

### Décret tertiaire : le premier arrêté "valeurs absolues" est paru

Batiactu.com, 18/01/2021

L'arrêté fixant les valeurs de consommation énergétique à respecter à horizon 2030 pour les bâtiments tertiaires de la catégorie bureaux-services publics, enseignement et logistique a été publié. Deux autres doivent suivre, dans les prochaines semaines, concernant les autres catégories ainsi que les bâtiments situés outre-mer.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042994780>

### Label RGE : une nouvelle nomenclature de travaux et une expérimentation « chantier par chantier »

/ BOUGHRIET RACHIDA

Actu-environnement.com, 20/01/2020

Depuis le 1er janvier 2021, une nouvelle nomenclature de travaux de rénovation énergétique s'applique aux entreprises qualifiées RGE et les contrôles sont renforcés. Le Gouvernement lance l'expérimentation RGE chantier par chantier jusqu'à fin 2022.

### **Les modalités d'application de l'obligation d'actions de réduction des consommations d'énergie dans des bâtiments à usage tertiaire** / BATTISTINI PATRICE

Petites affiches, 23/12/2020, n° 256, p. 8-23

Présentation de l'arrêté du 10 avril 2020 relatif aux obligations d'actions de réduction des consommations d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire. Cet arrêté établit le domaine d'application du dispositif, fournit certaines définitions, précise les régimes de la consommation d'énergie finale, de la modulation des objectifs, de la plateforme numérique, de la mutualisation des résultats ou encore de l'intégration de nouvelles activités tertiaires non recensées.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2020/4/10/LOGL2005904A/jo/texte>

[JORF n°0108 du 3 mai 2020](#)

## 1.3 Hygiène et propreté des locaux

### **Une solution pour purifier l'air intérieur** / LAURENT ANTHONY

Environnement magazine, 12/2020, n° 1784, p. 35

Le groupe Veolia et l'entreprise Ventilairsec ont lancé une initiative conjointe destinée à purifier et renouveler l'air intérieur des crèches. Une première en France.

## 1.4 Logistique parcs et maintenance des moyens techniques

### La plateforme « Bus propres » bénéficiera de 200 millions d'euros en France / LAPERCHE

DOROTHEE

Actu-environnement.com, 13/01/2021

Accompagner les autorités organisatrices de la mobilité dans le verdissement de leur flotte de bus : c'est l'objectif de la plateforme d'investissement « Bus propres ».

### Les véhicules lourds doivent désormais être équipés d'une signalisation matérialisant leurs angles morts

Sécurité-routiere.gouv.fr, 08/01/2021

Sur la route, les vélos, motos, scooters, engins de déplacement personnel motorisés et piétons sont plus petits et moins visibles qu'une voiture pour les conducteurs de véhicules lourds, et se retrouvent ainsi facilement hors de leur champ de vision, dans leurs angles morts. Ces zones dont les usagers vulnérables méconnaissent souvent l'ampleur, sont à l'origine d'accidents graves, parfois mortels. Pour améliorer cette situation, les véhicules lourds (poids-lourds, bus, cars) doivent désormais apposer une signalisation matérialisant leurs angles morts, pour mieux les indiquer aux usagers vulnérables qui circulent à proximité.

### Verdissement des flottes de véhicules : la transparence s'accélère / BOEDEC MORGAN

Localtis.info, 07/01/2021

Le renouvellement des flottes professionnelles fut au cœur de la loi d'orientation des mobilités (LOM), adoptée fin 2019. Des quotas de véhicules à faibles et à très faibles émissions s'imposent lors des renouvellements de parcs. Gestionnaires publics et collectivités doivent dès maintenant jouer la transparence et publier, comme le prévoit un décret du 29 décembre dernier, le pourcentage de véhicules propres acquis ou loués.

### Décret n° 2020-1696 du 23 décembre 2020 relatif aux caractéristiques minimales des dispositifs d'alimentation et de sécurité des installations de recharge des véhicules électriques et hybrides rechargeables

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 26/12/2020, n° 312

Ce décret fixe les caractéristiques minimales des dispositifs d'alimentation et de sécurité des installations de recharge des véhicules électriques et hybrides rechargeables devant être mises en œuvre pour permettre le pré-équipement des emplacements de stationnement prévu à l'article L. 111-3-3 du code de la construction et de l'habitation.

### **La mobilité électrique**

Environnement magazine, 12/2020, n° 1784, p. 40

Le gouvernement multiplie les actions de soutien en faveur de la voiture électrique, un marché en forte progression ces derniers mois. Est-ce suffisant? Éléments de réponse avec Clément Leroy, du cabinet de conseil Wavestone.

### Investir dans la maintenance des véhicules électriques / GRAINDORGE Joël

Techni.cités, 01/2021, n° 339, p. 39

La communauté d'agglomération du Pays Voironnais réorganise son atelier mécanique pour assurer l'entretien de ses véhicules électriques. Un objectif prioritaire : la sécurité.

## **2. ENERGIE ET CLIMAT**

---

### Le plan Hercule d'EDF annoncerait « la fin du service public de l'électricité » estime le CSEC /

ATTIGUI ABDESSAMAD

Environnement-magazine.fr, 27/01/2021

À l'occasion d'une conférence de presse tenue ce mercredi, le Comité social et économique central d'EDF (CSEC) est revenu sur la mise en œuvre du projet de réorganisation d'EDF baptisé « Hercule ». Ce comité annonce également le lancement d'une campagne d'alerte auprès du grand public.

### Electricité : les quatre contraintes du scénario 100 % énergies renouvelables / GOULARD Hortense

Lesechos.fr, 27/01/2021

Un rapport élaboré par l'Agence internationale de l'énergie et Réseau de transport d'électricité (RTE) envisage un avenir sans nucléaire pour la France. Un scénario 100 % énergies renouvelables nécessiterait d'investir dans de nouvelles sources de flexibilité, comme le pilotage de la demande, et dans les réseaux électriques.

### Rafraîchissement des villes : solutions existantes et pistes de recherche

Cerema.fr, 26/01/2021

La recherche de solutions pour limiter le phénomène des îlots de chaleur urbains est une préoccupation dans de nombreuses zones urbaines. Cet article scientifique co-écrit par des chercheurs du Cerema, du CNRS et le bureau d'études Tribu fait la synthèse des connaissances disponibles sur les différents dispositifs de rafraîchissement et l'évaluation de leurs performances, et propose des pistes de recherche pour améliorer ces connaissances.

### Réforme de MaPrimeRénov : les décrets sont parus / DELACORNE BASILE

Batiactu.com, 26/01/2021

Avec la parution, le 26 janvier, de deux décrets et deux arrêtés, la nouvelle mouture de MaPrimeRénov est désormais inscrite dans l'ordre réglementaire. Les nouvelles dépenses éligibles, prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage et rénovation globale, ainsi que les bonifications, sont notamment précisées.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043046512>

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043046582>

**Les investissements dans la transition énergétique atteignent de nouveaux sommets** / WAJSBROT Sharon

Echos (les), 25/01/2021, p. 16

En 2020, plus de 500 milliards de dollars ont été investis dans les technologies de la transition énergétique dans le monde. L'Europe a capté une part significative de ces investissements, à la faveur de projets géants dans l'éolien en mer au Royaume-Uni et aux Pays-Bas et de l'essor des véhicules électriques et infrastructures de recharge.

**Distribution d'électricité : projet « Hercule » de restructuration d'EDF** / PILON JENNYFER

Territoire-energie.com, 21/01/2021

Les services publics de distribution d'électricité et leurs usagers ne doivent pas être les otages de la stratégie financière d'EDF.

**Crise climatique : la justice est-elle la solution ?** / LAURENTIN EMMANUEL

France culture, 21/01/2021, 39 mn

Les initiatives juridiques pour lutter contre la crise climatique se multiplient, comme l'Affaire du siècle contre l'État. Gestes purement symboliques ou pré-requis nécessaires pour faire avancer la cause écologique, la justice réussira-t-elle là où la politique et le militantisme piétinent ?

**Des "points de basculements" positifs pour inverser l'actuelle tendance du réchauffement climatique ?** / DEMEURE YOHAN

Sciencepost.fr, 20/01/2021

En termes de climat et d'environnement, les mauvaises nouvelles sont récurrentes et nombreuses. Toutefois, certains chercheurs tentent de positiver. Ces derniers évoquent des "points de basculements" positifs pouvant aider l'humanité à inverser la tendance. Décarboner la production d'électricité et démocratiser les véhicules zéro émission serait un bon début.

**Éolien : planifier pour réduire, voire inverser, les impacts sur la biodiversité** / FABREGAT SOPHIE

Actu-environnement.com, 20/01/2021

À l'heure où la France reparle de planifier le développement de l'éolien, un document d'orientation de la Commission européenne souligne l'intérêt d'une planification stratégique de l'éolien et/ou des ENR pour préserver la biodiversité.

**Une charte sur l'agrivoltaïsme voit le jour**

Environnement-magazine.fr, 19/01/2021

Signé par la FNSEA, les Chambres d'agriculture et EDF Renouvelables, le document entend réguler l'installation de projets photovoltaïques sur les terres agricoles.

**Énergies renouvelables : comment résister au vent de fronde?** / DESCAMP OLIVIER

Lagazettesdescommunes.com, 15/01/2021

Objets de suspicion, les projets de bois-énergie et autres méthaniseurs ont besoin de l'appui des collectivités. D'abord, pour poser les termes de débats sereins. Ensuite, pour influencer sur certains arbitrages en fonction de critères locaux. Un impératif : anticiper.

**Un projet d'ordonnance trace les contours du cadre législatif des projets d'énergies renouvelables locales et citoyennes** / MARCANGELO LEOS PHILIE

Localtis.info, 14/01/2021

Un projet d'ordonnance de transposition de plusieurs directives dans le domaine de l'énergie et du climat (paquet Hiver), actuellement en consultation, devrait donner un coup d'accélérateur aux projets participatifs d'énergies renouvelables et d'autoconsommation permettant une plus large implication des citoyens et des collectivités territoriales, y compris financière.

**Les budgets climat, une boussole pour les collectivités** / LEGAT BRIGITTE, LANFRANCHI

GUILLAUME, LAFAURY EMELINE

Lagazettesdescommunes.com, 14/01/2021

Chaque mois, les élèves ingénieurs en chef de l'INET vous proposent une tribune sur les grands enjeux territoriaux. Comment les collectivités peuvent-elles s'engager plus fortement contre les émissions de gaz à effet de serre. Budgets verts, budgets carbone... Que valent ces outils ?

**Transition énergétique : les Assises européennes jouent les prolongations** / BOEDEC MORGAN  
Localtis.info, 12/01/2021

"En matière de transition énergétique, nous sommes tous sur le même bateau". Pour Antonio Hodgers, président du Grand Genève et l'un des co-organisateur avec l'Ademe et Bordeaux Métropole des Assises européennes de la transition énergétique organisées cette année à Dunkerque, cet événement est l'occasion d'échanger entre élus, cadres territoriaux et chargés de mission sur les bonnes et mauvaises pratiques rencontrées par les collectivités. Nouveauté de cette 22e édition 100% digitale, elle se prolongera jusqu'à début mars à travers des ateliers.

[Lien vers les Assises : https://www.assises-energie.net/](https://www.assises-energie.net/)

**Energie : Equilibré en temps réel, le circuit court d'électricité renouvelable devient tangible** /  
DESCAMPS Olivier

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 11/01/2021, n° 2547, p. 42-43

POURQUOI ?

A l'heure de la décentralisation énergétique, aucun modèle n'a encore fait ses preuves pour garantir une consommation renouvelable et locale de son électricité.

POUR QUI ?

Neuf collectivités cherchent à définir un modèle d'autoconsommation territoriale basé sur des relations quasi directes entre consommateurs et producteurs.

COMMENT ?

Comme dans le monde de l'alimentation, l'organisation de circuits courts passe par la suppression des intermédiaires et la transparence des échanges.

**La face cachée des énergies vertes** / AGGERI Franck

Alternatives-economiques.fr, 11/01/2021

Dans un livre récemment adapté en documentaire, le journaliste Guillaume Pitron montre que les renouvelables ne sont pas exemplaires d'un point de vue environnemental. Retour sur les thèses principales qui y sont défendues mais aussi sur ses limites.

**Création d'un Conseil national de l'hydrogène pour structurer les échanges entre l'État et les industriels** / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 11/01/2021

Ce lundi 11 janvier, les ministères de la Transition écologique, de L'Économie, des Finances et de la Relance, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, et de l'Industrie ont annoncé l'installation du Conseil national de l'hydrogène. Cette instance doit permettre d'assurer une mise en œuvre efficace de la Stratégie nationale pour le développement de l'hydrogène décarboné.

**Projet de loi Convention climat : les 10 principales mesures à retenir** / ALVAREZ CONCEPCION

Novethic.fr, 09/01/2021

Très attendu, le projet de loi issu de la Convention citoyenne pour le climat a été dévoilé vendredi 8 janvier. Il contient 65 articles qui reprennent les annonces déjà faites par le gouvernement sur la fin des vols intérieurs en cas d'alternative ferroviaire, la réduction des engrais azotés ou l'interdiction à la vente de voitures très polluantes dès 2030. Le texte passera finalement en Conseil des ministres le 10 février pour discussion à l'Assemblée nationale fin mars.

**Réforme constitutionnelle : le projet de loi reprend la proposition de la Convention citoyenne pour le climat** / RADISSON LAURENT

Actu-environnement.com, 08/01/2021

"[La République] garantit la préservation de la biodiversité et de l'environnement et lutte contre le dérèglement climatique." Tel est le contenu de l'article unique du projet de loi constitutionnel transmis le 7 janvier au Conseil national de la transition écologique (CNTE) et dévoilé par Contexte.

**Autoconsommation : bien choisir son mode de valorisation** / BENSARD MATHIAS, KANTIN ADRIEN

Techni.cités, 01/2021, n° 339, p. 17-22

Les candidats à l'installation de panneaux photovoltaïques se voient offrir plusieurs choix de valorisation de leur production. Ils peuvent injecter l'électricité sur le réseau français et la vendre à un tarif régulé ou la consommer directement, on parle alors d'autoconsommation. Cette pratique connaît une croissance exponentielle dans l'Hexagone. RTE prévoit près de 4 millions d'autoconsommateurs en France à l'horizon 2030. Si le développement de l'autoconsommation a été initié par les particuliers, cette dernière offre aujourd'hui de nombreuses perspectives pour les collectivités, notamment par sa déclinaison collective. Quel modèle adopter ? pour quel(s) usage(s) ? selon quel montage ? Ce qu'il faut savoir lorsqu'on veut se

lancer dans un projet photovoltaïque.

<https://www.lagazettedescommunes.com/717765/%e2%80%afquatorze-nouveaux-projets-en-cours-dautoconsommation%e2%80%af-a-morbihan-energies/?abo=1>

### **À Lahti, même les habitants ont un quota carbone** / KOCH MARJOLAINE

Lettre du cadre territorial (la), 01/2021, n° 544, p. 66-67

La ville finlandaise de Lahti vient d'être élue « capitale verte européenne », et elle a effectivement un certain nombre de savoirs à transmettre aux autres villes de l'Union. L'un de ses projets, CitiCAP, consiste à encourager ses habitants à se déplacer en générant le moins d'émissions carbone possible.

### **Développement de l'éolien : pas sans l'avis des maires** / BELLE YANNICK

Journal des maires et des conseillers municipaux, 01/2021, n° 1, p. 10

Une proposition de loi ambitieuse de raisonner le développement de l'éolien en donnant notamment un pouvoir décisif aux maires.

### **Le baromètre 2020 des énergies renouvelables électriques en France** / HOUOT GERALDINE, HAAS

HUGO, TUILLE FREDERIC

Observ'ER, 01/2021, 179 p.

En 2020, les régions françaises ont poursuivi leur transition énergétique notamment dans la production électrique renouvelable. Les projets portés ou initiés par des acteurs locaux (professionnels, collectivités, syndicats d'énergie) continuent de se développer et quatre régions métropolitaines (Auvergne – Rhône-Alpes, Occitanie, Grand Est et Provence-Alpes Côte d'Azur) ont couvert plus de 35 % de leur consommation électrique par une production renouvelable locale.

Pour l'avenir, les régions disposent pratiquement toute d'une orientation définie dans leur SRADDET, désormais le schéma principal d'aménagement des territoires, énergies renouvelables comprises. Les territoires se révèlent majoritairement ambitieux avec des objectifs affichés pour 2030 et 2050 mais se pose la question des moyens dont ils disposent pour les atteindre.

Ces constats sont issus du onzième Baromètre des énergies renouvelables électriques en France. Sous la forme de fiches synthétiques, ce baromètre dresse un état complet des dynamiques de huit secteurs au cours des douze derniers mois. Son « dossier spécial » se penche sur l'analyse du volet énergie renouvelable au sein des SRADDET élaborés par chaque région.

### **L'urgence climatique est plus que jamais totale ! [Dossier]**

Revue durable (la), 01/2021, n° 65, p. 15-59

"L'année 2021 sera-t-elle celle du grand tournant ? En 2020, les émissions de gaz à effet de serre devraient baisser de 7 %. L'objectif de ne pas dépasser 1,5°C de hausse de la température a donc gagné un an. De quoi faire reculer le spectre du chaos climatique. Ce numéro de LaRevueDurable évoque différents moyens de répondre à l'urgence climatique : plans de relance décarbonés, budgets verts, plans protéines végétales, économie du bien-être, délibération citoyenne. Et une réflexion philosophique sur le présent et l'avenir fondée sur l'œuvre de Jean-Pierre Dupuy."

### **Dijon : un prototype de quartier à énergie positive**

Traits urbains, 12/2020, n° 116, p. 68-69

Dijon et la ville finlandaise de Turku, associées à une cinquantaine de partenaires, ont remporté au printemps dernier un appel à projets européen.

Deux îlots du quartier en renouvellement urbain de Fontaine d'Ouche vont devenir les prototypes de la ville à énergie positive de demain.

## **3. VOIRIE INFRASTRUCTURES**

---

### **3.1 Patrimoine de voirie**

#### **Les acteurs s'unissent autour d'un pacte pour accélérer la transition des routes et rues** /

IBELAI DENE JESSICA

Batiactu.com, 22/01/2021

Le 20 janvier 2021, les acteurs des infrastructures de mobilité se sont réunis autour du ministre délégué aux Transports afin de renouveler les ambitions exprimées dès 2009, de les adapter et d'accélérer la mise en œuvre d'actions nécessaires aux nouveaux objectifs visés pour 2030.

**Webinaires : les liens entre archéologie et urbanisme : expérience d'un projet réussi entre urbanistes et archéologues : projet de Route des Ardennes : 19 janvier 2021** / BRUN Olivier, CORP Olivier

CNFPT, 21/01/2021, 60 mn

Sommaire du diaporama support :

- Se découvrir : projet routier et diagnostic archéologique
- Se comprendre : travaux et découverte de vestige
- Se comprendre : prescription de fouille archéologique
- Échanger nos opinions : fouille archéologique
- Travailler ensemble : projet routier et conservation
- Collaborer : valorisation des vestiges
- Être fiers : mise en lumière du patrimoine

[https://e-communaut.es.cnfpt.fr/sites/default/files/documents\\_refs/ppt\\_19-01-21.pdf](https://e-communaut.es.cnfpt.fr/sites/default/files/documents_refs/ppt_19-01-21.pdf)

**Départementalisation des routes nationales : le grand chassé-croisé** / LANDOT ERIC

Blog.landot-avocats.net, 20/01/2021

Une majorité de départements étaient pour la départementalisation de tout ou partie des routes nationales (RN, prévue par l'avant-projet de loi 4D.

Mais les choses se complexifient et des mouvements en circulations contraires sont constatés sur ces voies de communication qui finissent par aller un peu en tout sens... autour d'un avant-projet de loi qui pourrait de toute manière finir en voie sans issue.

**Stationnement : que faire face aux nouveaux usages de la voirie ?** / NAULEAU PIERRE-YVES

Courrier des maires et des élus locaux (le), 13/01/2021

"L'usage de la voirie n'est désormais plus réservé exclusivement aux voitures : les mobilités douces, alternatives aux modes de transport traditionnels, se sont vite développées." Initiatives d'aménagement par les collectivités

<https://www.legifrance.gouv.fr/dossierlegislatif/JORFDOLE000037646678/>

**Une commune peut engager sa responsabilité pour un accident de la circulation en agglomération sur une route départementale**

ID.Cité, 11/01/2021

"(...) le maire est seul compétent, dans le cadre de ses pouvoirs de police de la circulation, pour décider de la mise en place de dispositifs de sécurité sur les routes et voies à l'intérieur de l'agglomération de sa commune, dès lors que ces dispositifs n'ont ni pour objet, ni pour effet, de modifier l'assiette des routes dont la commune n'est pas propriétaire. Les dommages résultant de la mise en oeuvre ou de l'absence de mise en oeuvre de ces pouvoirs de police sont assimilables à un défaut d'entretien normal de la voie publique et entraînent, le cas échéant, la responsabilité de la seule commune. "

CAA Bordeaux, n 19BX03269, 19BX03295, 18 décembre 2020

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042737579>

**Ce mur innovant protège du bruit et produit de l'électricité**

Parisien (le), 06/01/2021, p. IV

Ariane Group teste actuellement un écran acoustique photovoltaïque qui pourrait bien créer une petite révolution dans les zones urbaines denses, où la lutte contre le bruit est devenue un enjeu majeur. Ce mur qui protège du bruit tout en produisant de l'électricité, conçu par la start-up TechSafe Industries basée à Cergy (Val-d'Oise), permettrait d'éviter l'artificialisation des espaces naturels ou agricoles en utilisant des espaces déjà urbanisés mais sous-utilisés, comme le long des axes ferrés, routiers et autoroutiers.

**L'Etat au chevet des ponts des petites communes** / VERBAERE ISABELLE

Lagazettesdescommunes.com – Club Techni.cités, 04/01/2021

Une vaste opération de communication est lancée cette semaine, afin d'identifier les petites communes volontaires pour bénéficier d'une aide à l'ingénierie pour recenser et évaluer leurs ponts et murs de soutènement. 28 000 seraient concernées par ce programme financé par le Plan de relance.

**La gestion des petites lignes ferroviaires peut être transférée aux régions** / BOUGHRIET RACHIDA

Actu-environnement.com, 04/01/2021

Un décret, entré en vigueur le 1er janvier 2021, précise les modalités de transfert de gestion des petites lignes ferroviaires locales ou régionales à faible trafic. Ce texte, publié le 31 décembre au Journal officiel, est pris en application de la loi d'orientation des mobilités (LOM) du 24 décembre 2019.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042842130>

### **Aide aux villages : cofinancer les réfections de voirie / NICOLAS AURELIE**

Journal des maires et des conseillers municipaux, 01/2021, n° 1, p. 20

Afin d'aider les communes de moins de 2000 habitants à remettre en état leur voirie, le conseil départemental du Nord a mis en place un appel à projets spécifique. Pas original mais efficace.

### **Vers des rues plus apaisées en ville / BRUYERE Lucie**

Techni.cités, 01/2021, n° 339, p. 30-32

Aménagements pour les cyclistes, aménagements pour les piétons, aménagements pour les véhicules motorisés, aménagements accessibles... et pourquoi pas un aménagement pour tous, pour plus de convivialité, de confort, de sécurité et de bien-être en ville.

### **Guide de l'élu local et intercommunal : éclairage public. Édition 2021 / FEDERATION NATIONALE DES COLLECTIVITES CONCEDEANTES ET REGIES**

Fédération nationale des collectivités concédantes et régies, 2021, 99p.

Le guide s'organise comme suit :

L'éclairage public en France ;

Définition de l'éclairage public extérieur;

Le cadre juridique ;

Le financement de l'éclairage public ;

Les investissements ;

La maintenance exploitation ;

Transition énergétique ;

Les nouveaux services.

### **Faits et chiffres 2020 : statistiques des mobilités en France et en Europe / UNION ROUTIERE DE FRANCE**

Union routière de France, 11/2020, 148 p.

Faits & Chiffres constitue la plus importante base de données sur la route et les transports en France et en Europe, dont il permet d'apprécier les évolutions sur plus de 10 ans.

Au sommaire :

-Route et sécurité routière

-Véhicules

-Énergie et environnement

-Intermodalité

-Économie des transports

### **ATMB. Vers une infrastructure à empreinte carbone neutre / MASCOTRA Julien**

Route Actualité, 11/2020, n° 256, p. 18-19

Une première en France. Une chaussée à empreinte carbone neutre a été réalisée dans les conditions particulièrement exigeantes du réseau d'Autoroutes et Tunnel du Mont-Blanc, à près de 1000 mètres d'altitude et sur une section très circulée.

## **3.2 Eau et assainissement**

### **L'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse a investi 373,1 millions d'euros en 2020**

Environnement-magazine.fr, 22/01/2021

En tout, près de 3.400 projets de la région Rhône-Méditerranée-Corse ont été financés par l'agence de l'eau. Plus de la moitié sont des projets d'assainissement et d'amélioration de l'eau potable portés par des collectivités.

### **Grenoble Alpes Métropole engage de nouveaux projets pour l'eau**

Sauvonsleau.fr, 21/01/2021

Traitement renforcé des eaux de pluie, sécurisation de l'accès à l'eau potable, protection des milieux aquatiques... Le nouveau contrat d'agglomération 2020-2023 signé avec l'agence de l'eau va permettre d'accélérer la réalisation des nombreux projets métropolitains engagés dans le cadre de la politique publique de l'eau, compétence relevant de la Métropole. Il a été signé le 14 janvier dernier entre Christophe FERRARI, Président de Grenoble-Alpes Métropole et Laurent ROY, directeur général de l'agence de l'eau, en présence d'Anne-Sophie OLMOS, vice-présidente déléguée au cycle de l'eau de Grenoble Alpes Métropole.

### Projet de décret relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse

Consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr, 21/01/2021

Le ministère de la transition écologique ouvre une consultation publique sur le projet de décret relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse.

### Le nouveau régime de « contribution à la gestion et à la préservation de la ressource en eau » / LANDOT ERIC

Blog.landot-avocats.net, 18/01/2021

Dans les domaines des eaux, à la base, des services publics tout à fait distincts coexistent.

Côté « petit cycle », on a l'eau potable, l'assainissement collectif et l'assainissement non collectif.

Côté « grand cycle » de l'eau, on a la complexe compétence GEMAPI.

Mais en fait, à de nombreux titres, on a des interventions croisées, pour la protection des aires de captage, qui peuvent prendre bien des moyens (baux environnementaux ; coordination au stade du nouveau droit de préemption propre à ces zones ; etc.).

C'est dans ce cadre que la loi engagement et proximité du 27 décembre 2019 a prévu un nouvel outil à ce stade : les services des eaux (ceux en charge du prélèvement en alimentation en eau potable) peuvent en effet contribuer à la gestion et à la préservation de la ressource. Une confluence des actions, en quelque sorte.

### Assainissement : 169 collectivités ne respectent toujours pas les normes / LUNEAU SYLVIE

Lagazettedescommunes.com, 16/01/2021

C'est à peine croyable ! Trente ans après l'adoption de la directive eaux résiduaires urbaines (Deru), la France est une nouvelle fois pointée du doigt comme mauvaise élève par la Commission européenne.

Ainsi, 169 collectivités sont sur la sellette. Pourquoi autant de stations d'épuration sont encore jugées non conformes ? Quels sont les facteurs limitant et comment y remédier ?

### Eaux usées : un temps d'avance pour traquer le Covid et ses variants en ville, un casse-tête à la campagne

Lamontagne.fr, 16/01/2021

Bonne nouvelle, le variant anglais du virus (et les autres) peuvent être pistés dans nos eaux usées grâce aux dernières avancées de la recherche. Mais pas facilement partout, et surtout en campagne.

### Sur les traces du Covid-19 dans les égouts de Paris

Paris.fr, 15/01/2021

Les équipes du service technique de l'Eau et de l'Assainissement de la Ville de Paris effectuent chaque semaine des prélèvements d'eaux usées dans les égouts. L'objectif est d'y détecter la présence de génome du Covid-19 avec l'aide des acteurs du projet Obépine. Explications avec Miguel Gillon-Ritz, responsable du pôle qualité de l'eau et recherche au service technique de l'Eau et de l'Assainissement (STEA/DPE).

### **Assainissement. L'inspiration s'impose en zone inondable / REINTEAU BERNARD**

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le), 15/01/2021, n° 6121, p.50-51

A Joinville-le-Pont, l'évacuation des eaux usées s'effectue via des pompes à vide.

### Épandage des boues de Step et Covid : vers une réduction des contraintes / GRAINDORGE JOEL

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 15/01/2021

L'épandage des boues produites en période de d'épidémie de Covid est réglementé par un arrêté d'avril 2020. Leur hygiénisation est obligatoire, ce qui entraîne des surcoûts importants. Pour pallier à cette situation, l'Anses est mobilisée pour étudier des évolutions réglementaires ...

### La ville de Paris signe son programme « Eau et climat »

Environnement-magazine.fr, 15/01/2021

La ville de Paris, l'agence de l'eau Seine-Maritime et les préfetures de Paris et d'Île-de-France ont signé un contrat « Eau et climat » pour la période 2020-2024. Il définit les actions à mettre en œuvre sur le territoire parisien dans le domaine de l'eau.

### **Grand Chambéry : deux zones humides restaurées**

Sauvonsleau.fr, 13/01/2021

Dans le cadre de sa compétence GEMAPI, le Comité intercommunautaire pour l'assainissement du lac du Bourget (CISALB) a effectué des travaux de restauration sur les zones humides de Croix Rouge à Chambéry-le-Haut et de Curtille à la Motte-Servolex.

### **Mulhouse opte pour la désinfection UV de son eau potable / ROUSSEL FLORENCE**

Actu-environnement.com, 11/01/2021

Contrainte de mettre en place un dispositif de désinfection de son eau potable, Eau de Mulhouse a opté pour un traitement par ultraviolets à la place de la chloration jugée trop chère et trop gênante sur le plan organoleptique.

### **Préservation de la ressource en eau : plusieurs décrets outillent les collectivités / MARCANGELO LEOS PHILIE**

Localtis.info, 07/01/2021

Qu'ils soient d'ores et déjà publiés ou encore au stade de projets, plusieurs textes promeuvent, à travers différents leviers à disposition des collectivités et de leurs services intervenant sur la production d'eau potable, une utilisation plus efficace, économe et durable de la ressource.

### **Assainissement collectif : les litiges relatifs à la facturation de la redevance majorée relèvent bien du juge judiciaire / LANDOT ERIC**

Blog.landot-avocats.net, 07/01/2021

Relève de la juridiction judiciaire le litige né de la contestation, au stade des factures bien sûr (et non de l'adoption de la grille tarifaire), de la redevance majorée mise à sa charge, en application du règlement du service, pour anomalie des installations de raccordement.

### **Eaux résiduaires urbaines : un retard à résorber d'urgence / MARCANGELO LEOS PHILIE**

Banquedesterritoires.fr, 07/01/2021

Pour prévenir la menace d'un contentieux européen, une instruction du gouvernement indique la marche à suivre pour mettre en conformité le plus rapidement possible les systèmes d'assainissement qui ne le sont pas encore au titre de la directive Eaux urbaines résiduaires.

### **Veolia prépare l'après, avec l'acquisition des 70,1% de capital restant de Suez / LAPERCHE**

DOROTHEE

Actu-environnement.com, 07/01/2021

Veolia a annoncé avoir communiqué au Conseil d'administration de Suez, la proposition d'offre publique qu'elle a l'intention de déposer pour acquérir les 70,1% de capital restant de Suez. Retour sur les passes d'armes des deux groupes.

### **Réutiliser les eaux pluviales pour créer des biotopes urbains / TRARIEUX Noë**

Construction21.org, 05/01/2021

Le Jardin de Pluie Urbain est une solution brevetée de valorisation et de gestion intégrée de l'eau de pluie. De fabrication française, elle apporte une réponse frugale et Low-Tech aux objectifs de Zéro Rejet tout en apportant de la végétation et de la biodiversité en ville. Elle a été développée par Source Urbaine.

### **Compétence préservation de la ressource en eau potable : le décret est publié / LAPERCHE**

DOROTHEE

Actu-environnement.com, 04/01/2021

Le décret qui encadre la mission non obligatoire de gestion et de préservation de la ressource des services d'eau potable est désormais publié au Journal officiel.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042845233>

### **L'agence de l'eau Adour-Garonne centralise la redevance pour stockage en période d'étiage /**

LAPERCHE BLANDINE

Actu-environnement.com, 04/01/2021

La rationalisation de la gestion et du recouvrement des redevances perçues par les agences de l'eau, voulue par la loi de finances pour 2020, franchit une nouvelle étape à travers la publication du décret du 29 décembre.

**Biodiversité et services écosystémiques des zones tampons humides artificielles de Rampillon (Seine-et-Marne)** / LETOURNEL Guillaume, PAGES Charlene, SEGUIN LAURA, CHAUMONT Cédric, TOURNEBIZE Julien

Sciences eaux et territoires, 2021, n° 72, 9 p.

Concilier les enjeux eau et biodiversité dans les régions agricoles est un enjeu majeur pour les acteurs des territoires. À partir d'une expérience menée en Brie Nangissienne, où des zones tampons humides artificielles ont été créées pour favoriser la dégradation naturelle d'une partie des contaminants présents dans les eaux agricoles issues des collecteurs de drainage, les auteurs de l'article nous démontrent que ces dispositifs sont également un moyen de recréer des espaces propices à la biodiversité et de fournir plusieurs services écosystémiques.

**Le dialogue citoyen veut éviter les conflits d'usage de l'eau** / LUNEAU SYLVIE

Techni.cités, 01/2021, n° 339, p. 24-25

Pour réduire les pénuries et les conflits d'usage autour de la ressource en eau, le département de la Haute-Garonne pilote le projet de territoire Garon'Amont. Une démarche de concertation citoyenne a permis d'explorer toutes les possibilités.

**Gestion de l'eau : un enjeu majeur pour les collectivités locales** / REBIERE CHRISTINE

Journal des maires et des conseillers municipaux, 01/2021, n° 1, p. 32-33

Transfert de compétence, choix du mode de gestion, préservation de la ressource... l'eau est au cœur des enjeux du mandat 2020-2026.

**Le retour de la régie de l'eau [Dossier]** / BOEDÉC MORGAN, DONNAY JACQUES, BEUZON FRANCOIS-XAVIER, BÉTEILLE ROMAIN, MARCANGELO LEOS PHILIE

Journal des communes, 01/2021, n° 2212, p. 27-34

Deux métropoles de poids, Bordeaux et Lyon, vont reprendre en régie la gestion d'un service d'eau potable déléguée depuis des décennies aux majors du secteur. Visible depuis une dizaine d'années, cette lame de fond du retour au public jaillit dans des villes de toutes tailles.

**Mise aux normes des stations d'épuration : le Gouvernement met la pression sur les préfets** / ROUSSEL FLORENCE

Actu-environnement.com, 31/12/2020

Plus de 300 stations d'épuration ne sont pas encore conformes à la directive relative aux eaux résiduaires urbaines (Deru) pour des exigences attendues en 2014. Un retard qui expose la France à un contentieux devant la Cour de justice de l'Union européenne.

**Soutien aux politiques de l'eau : analyse des subventions 2019 des Agences de l'eau** / ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES DE FRANCE

Adcf.org, 18/12/2020

Quelles sont les principales thématiques d'intervention des Agences de l'eau ? Existe-t-il des particularités par agence ? Pour répondre à ces questions, les aides attribuées en 2019 par cinq agences de l'eau (Adour Garonne, Loire Bretagne, Rhin Meuse, Rhône Méditerranée Corse et Seine Normandie) ont été analysées par l'AdCF. Pour chaque Agence ont été pris en compte la répartition des dossiers et la répartition des montants attribués. La contribution de chaque Agence à quelques thématiques d'intervention a également été étudiée.

**Evaluation du comportement des organismes pathogènes au sein des filières de traitement des eaux usées. Cas de l'agglomération parisienne dans le contexte de la réutilisation des eaux traitées** / MAILLER R., MECHE P., AZIMI S., ROCHER V.

TSM : techniques, sciences, méthodes, 12/2020, n° 12, p. 75-96

L'évolution des pathogènes visés par la réglementation sur la réutilisation des eaux usées traitées a été étudiée entre 2014 et 2018 sur les différentes stations de traitement des eaux usées (STEU) parisiennes.

**Assainissement : révision de la nomenclature** / VENTURA JEAN-LUC

Eau magazine (I'), 12/2020, n° 36, p. 33

Les différents textes concernant l'assainissement dans le cadre de la révision de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) sont désormais publiés.

### [Se former à la gestion de crise en cas de pollution de l'eau](#)

Environnement-magazine.fr, 28/12/2020

Le Cedre, l'IMT Mines d'Alès, (ES)2 et le réseau Aqua Sûreté s'associent pour proposer une formation sur la gestion de crise en cas de pollution de l'eau. La première édition se déroulera sur le campus de l'IMT Mines Alès, en mars 2021 à Alès (30).

### **Covid-19 : Comment la filière a résisté à la première vague** / DELMOLINO ALEXANDRA

Hydroplus, 10/2020, p. 14-21

Face à l'épidémie de Covid-19 et la mesure exceptionnelle de confinement du printemps dernier, le secteur de l'eau et de l'assainissement a réussi à garantir à la population l'alimentation en eau potable et l'assainissement des eaux usées. Depuis la rentrée marquée par le Plan de relance, la filière a misé sur la reprise dans un climat sanitaire et économique incertain. Une expérience précieuse pour traverser la deuxième vague.

## **3.3 Infrastructures portuaires, aéroportuaires et fluviales**

### [Domaine public fluvial : pas d'exception d'illégalité entre la délimitation du domaine et celle des servitudes](#) / LANDOT ERIC

Blog.landot-avocats.net, 26/01/2021

L'illégalité éventuelle d'un acte de délimitation du domaine public fluvial ne fragilise pas, par exception d'illégalité, la légalité d'un acte délimitant ensuite, en aval, d'une servitude y afférente (en l'espèce une servitude de marchepied).

### [Projet de loi Convention citoyenne : 4 points concernant les infrastructures](#) / IBELAIDENE JESSICA

Batiactu.com, 13/01/2021

Outre des mesures sur la rénovation énergétique, l'artificialisation, la réversibilité des bâtiments, ou encore les zones commerciales, le projet de loi issu des débats de la Convention citoyenne sur le climat contient quelques dispositions concernant directement ou indirectement les infrastructures.

### [Biodiversité Marine : Bientôt une digue éco conçue à Cherbourg ?](#)

Actu-Environnement, 08/01/2021, 185 mn

Lancé en 2018, le projet Franco-Britannique Marineff s'est donné comme ambition de concevoir des éléments d'infrastructure marin capables d'intégrer la protection de la biodiversité. Ces blocs de béton biomimétiques pourraient servir d'éléments de digue ou de fondation pour des éoliennes en mer.

### [Transport fluvial : quel avenir pour le canal du Rhône à Sète ?](#) / DEKETELAERE-HANNA MARIE, SANDRIN MARC

ÉchosCGEDD, 01/2021, n° 94

Lancé il y a dix ans, le plan de modernisation de canal du Rhône à Sète se heurte à des difficultés techniques et environnementales susceptibles d'alourdir son coût financier. Une mission du CGEDD s'est penchée sur les évolutions de cette voie d'eau.

## **3.4 Propreté urbaine**

### [Avec ses vidéos TikTok, Ludovic, éboueur, veut changer les mentalités](#)

Parisien (le) (édition Seine-Saint-Denis), 29/01/2021, p. V

Souvent avec humour, Ludovic essaye de sensibiliser la nouvelle génération au respect de l'environnement, ainsi qu'à l'importance de son métier. Ses publications rencontrent un vrai succès et sont parfois vues plus de 500 000 fois.

### [Birds for Change dresse des oiseaux éboueurs pour nettoyer nos incivilités](#) / MOLGA Paul

Lesechos.fr, 04/01/2020

La start-up marseillaise Birds for Change teste une poubelle high-tech qui incite les corbeaux à collecter les déchets jetés au sol en contrepartie de nourriture. Elle cible les collectivités locales, les campus universitaires ou encore les stations de ski pour des opérations de nettoyage et de sensibilisation.

**Propreté urbaine, qualifier l'espace public** / ORDAS Magali, CARIOU Anne-Françoise, BOUCHET Eric, GUILLAUME Hervé

Magazine de l'ingénierie territoriale (Le), 12/2020, n° 59, p. 14-30

Dossier :

- Echanger sur les problématiques de la propreté urbaine
- "Donner une image positive de la propreté urbaine"
- "La propreté urbaine n'est plus simplement un sujet technique"
- Des pratiques qui se professionnalisent et se modernisent
- Initiatives et bonnes pratique
- Corbeilles permettant le tri sélectif, bilan mitigé
- La propreté : ce que l'on voit le plus dans l'espace public
- "La propreté renforce la qualité de vie et l'attractivité d'un territoire"
- "Les administrés doivent devenir acteurs du cadre de vie de leur territoire"
- "En conservant nos bacs roulants évolutifs, nous mettons en oeuvre le principe d'économie circulaire"
- L'accueil en crèches en sécurité sanitaire
- Des espaces publics et rues propres à Paris

### 3.5 Littoral

**Érosion du littoral, déchets et biodiversité au menu du comité interministériel de la mer** / ROUSSEL FLORENCE

Actu-environnement.com, 25/01/2021

En matière de déchets, le Cimer veut s'attaquer aux décharges de bord de mer qui relarguent des déchets.

**Création d'un groupe d'intérêt scientifique dédié aux impacts cumulés en mer** / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 22/01/2021

La Normandie disposera d'un groupement d'intérêt scientifique (GIS) dédié à l'étude des impacts cumulés des activités humaines dans les environnements côtiers. Dénommé Écume, pour « effets cumulés en mer », ce GIS réunit les universités de Caen, Rouen et Le Havre et des professionnels, tels que le Comité régional des pêches de Normandie, les grands ports maritimes de Rouen et du Havre, ou encore RTE, rapporte l'Union nationale des industries de carrières et des matériaux de construction...

**Les salins rendus à la nature, une protection contre des effets du changement climatique** / DE FREMINVILLE SOLANGE

Lagazettedescommunes.com, 22/01/2021

La Camargue est très exposée aux effets du changement climatique. L'enjeu est de s'y adapter, sur les anciens salins acquis par le Conservatoire du littoral. Il s'agit de préserver la Camargue, sa population et ses activités, soumises à des risques croissants, en redonnant naissance à un écosystème naturel résilient. Les entrées marines et les travaux hydrauliques ont permis de faire des anciens salins une zone tampon vouée à la renaturation, qui favorise la biodiversité.

## 4. INGENIERIE ECOLOGIQUE

---

### 4.1 Nature en ville et paysage

**La conception et la gestion écologique des espaces de nature : illustrations et présentation des outils** / CENTRE D'ETUDES ET D'EXPERTISE SUR LES RISQUES, L'ENVIRONNEMENT, LA MOBILITE ET L'AMENAGEMENT

Cerema.fr, 21/01/2021

L'Agence régionale de la Biodiversité (ARB Ile-de-France) et la Communauté d'Agglomération Cergy-Pontoise ont organisé le 14 octobre 2020 à Vauréal (95) une journée sur le thème de la conception et de la gestion écologique des espaces de nature en ville. Le Cerema propose une synthèse des échanges et présentations.

**Des jardins-forêts plantés en plein cœur de ville** / CLARKE BAPTISTE

Actu-environnement.com, 20/01/2021

Après l'essor des jardins partagés pour réintroduire de la nature en ville, une nouvelle tendance émerge dans certaines grandes villes, les jardins-forêts ou micro-forêts. Une tendance portée par un élan citoyen, reportage à Montpellier.

### Arbres en ville : la Ville de Grenoble fait le point à l'occasion de la saison de plantation 2020–2021

Placegrenet.fr, 20/01/2021

À l'occasion de la saison de plantation d'arbres, l'adjoint grenoblois en charge de la Nature en ville Gilles Namur fait le point sur la politique arboricole de Grenoble. Et affiche la volonté d'intégrer les habitants, associations ou entreprises dans la démarche, à la faveur du titre de Capitale verte européenne 2022. Une politique arboricole conduite de concert avec la Métro, qui prépare une stratégie globale pour l'ensemble du territoire.

### Agence de l'eau Rhin-Meuse : les lauréats du concours "Eau et quartiers prioritaires de la politique de la ville"

Dna.fr, 12/01/2021

L'agence de l'eau Rhin-Meuse a lancé en 2019 un concours inédit destiné à récompenser des projets de requalification urbaine sur des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Trois lauréats strasbourgeois ont été distingués, parmi lesquels deux ont reçu un prix du jury.

### Une plateforme d'aide à la décision pour mettre en œuvre les Solutions Fondées sur la Nature / CENTRE D'ETUDES ET D'EXPERTISE SUR LES RISQUES, L'ENVIRONNEMENT, LA MOBILITE ET L'AMENAGEMENT

Cerema.fr, 06/01/2021

Une plateforme collaborative destinée à favoriser l'intégration des Solutions Fondées sur la Nature dans l'aménagement des villes est en ligne dans le cadre du projet européen H2020 Nature4Cities, lancé en 2016. A partir d'un recensement et de l'analyse de nombreux projets pionniers, elle propose des outils adaptés à différents types d'acteurs : collectivités, experts, citoyens.

### L'appropriation par les habitants des dispositifs de végétalisation urbaine participative à Lyon : quelles inégalités socio-spatiales ? / DESCHAMPS AURELIE

Développement durable & territoires, 12/2020, n° Vol 11, n°3

Depuis le début des années 2000, les initiatives habitantes de végétalisation (jardin partagé et opération de rue) se sont considérablement développées à Lyon avec l'appui de la municipalité. Cet article étudie leur localisation dans la ville au regard des inégalités socio-économiques préexistantes sur le territoire communal. En soulignant la concentration des initiatives dans des quartiers au niveau de vie moyen, voire aisé, nous mettons en évidence l'émergence d'inégalités environnementales dans la ville. Les démarches administratives qui encadrent ces initiatives, imposées par la mairie, peuvent agir comme un filtre social. Seule l'intervention d'acteurs associatifs intermédiaires permet à des populations modestes de s'engager dans les jardins partagés. En revanche, les opérations de rue restent une pratique concentrée dans des quartiers au profil socio-économique privilégié.

### **L'agriculture regagne la ville / KIS MARTINE**

Géomètre, 12/2020, n° 2186, p. 16-17

L'agriculture fait son grand retour dans le milieu urbain. Une tendance à visée sociale, environnementale, friande d'innovations. Mais tout n'est pas si simple.

## **4.2 Environnement**

### **Biodiversité Environnement**

#### **Équidés territoriaux : L'énergie animale alimente l'avenir [Dossier]**

Id Efficience Territoriale, 01/2021, n° 78, p. 19-29

En 20 ans, les équidés territoriaux ont séduit les collectivités territoriales soucieuses des enjeux climatiques et du mieux-vivre de leurs concitoyens.

En 2015, la COP21 a fixé comme objectif de limite d'ici 2100 la hausse de la température du globe terrestre à +1,5 C par rapport à la période préindustrielle. Aussi, en quoi l'intervention d'équidés territoriaux participerait-elle à relever ces défis ?

#### **Réhabilitation des friches : les députés ouvrent leur boîte à outils / RADISSON LAURENT**

Actu-environnement.com, 27/01/2021

La mission d'information sur la revalorisation des friches de l'Assemblée nationale a dévoilé ses conclusions. Au menu ? Une série de simplifications : guichet unique, rescrit environnemental, autorisation unique, etc.

### **Biodiversité : l'intercom Cœur de Nacre lance un observatoire avec l'aide de la population**

Actu.fr, 26/01/2021

La communauté de communes Cœur de Nacre (Calvados) lance un diagnostic pour établir un observatoire de la biodiversité locale.

### **Écophyto 2 : le deuxième volet de l'appel à projet national est ouvert** / ROUSSEL FLORENCE

Actu-environnement.com, 25/01/2021

L'Office français de la biodiversité (OFB) lance le deuxième volet de l'appel à projets national d'Écophyto 2.

### **Arrêté du 31 décembre 2020 approuvant le schéma national des données sur la biodiversité**

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 23/01/2021, n° 20

L'article R. 131-34 du code de l'environnement prévoit la mise en place d'un système d'information sur la biodiversité. Ce système d'information vise à fédérer, valoriser et diffuser largement, d'une façon fiable, coordonnée et interopérable, l'ensemble des données produites par les services de l'Etat mais aussi par les secteurs de la recherche, des entreprises, des collectivités, des administrations dès lors qu'elles concernent l'état de la biodiversité, les usages, les pressions et les réponses. Il renforce également l'objectif national de réponse aux exigences de la directive INSPIRE en matière d'interopérabilité des données géographiques.

Le schéma national des données sur la biodiversité définit le périmètre et l'organisation générale du système d'information sur la biodiversité, décrit ses modalités de gouvernance et précise les modalités d'organisation du référentiel technique et des services du système d'information sur la biodiversité.

### **Et si les maires réglementaient les pesticides via leur compétence en matière de déchets** /

RADISSON LAURENT

Actu-environnement.com, 22/01/2021

Après le coup de frein donné par le Conseil d'État, un maire de Loire-Atlantique a signé un nouvel arrêté pour se protéger des pesticides en se fondant sur la police des déchets. Le début d'une longue série ?

### **La réponse du ministère de la Transition écologique pour mieux gérer la sécheresse** / LAPERCHÉ

DOROTHEE

Actu-environnement.com, 22/01/2021

L'attendu projet de décret relatif à la gestion quantitative de l'eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse est en consultation jusqu'au 11 février. Détails des propositions.

### **Le référendum pour l'environnement franchit l'étape du Conseil des ministres** / MARINIER

FLOREANE

Environnement-magazine.fr, 21/01/2021

Le projet de référendum sur l'entrée de la préservation de l'environnement dans la Constitution a été approuvé en Conseil des ministres. Présenté par le garde des Sceaux, il est inscrit dans un projet de loi constitutionnelle visant à garantir la préservation de l'environnement.

### **Le Sénat plaide pour une loi abordant l'ensemble des impacts environnementaux du numérique** /

COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 15/01/2021

Les sénateurs ont adopté une proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique. Ils insistent pour que le Gouvernement reprenne ce texte sur lequel la Chambre haute travaille depuis plus d'un an.

### **Une première convention collective nationale**

Lien horticole, 15/01/2021

Les représentants d'employeurs et de salariés dans les productions agricoles ont signé cet automne les bases d'un document unique. L'occasion d'effacer dès 2021, de grandes disparités entre les territoires.

### **La bataille autour du délit d'écocide n'est pas terminée** / RADISSON LAURENT

Actu-environnement.com, 14/01/2021

Le renforcement du droit pénal de l'environnement n'est pas du goût des milieux économiques. C'est donc une version floue et édulcorée que le Gouvernement en retient. Les débats au Parlement risquent d'être vifs.

### [Le pouvoir caché des technosols](#) / USBEK & RICA

Demainlaville.com, 14/01/2021

Pour faire face aux défis climatiques et endiguer l'étalement urbain, la ville doit apprendre à transformer ses terres artificialisées. Mais comment recréer du sol fertile là où le béton est passé ? De plus en plus d'ingénieurs agronomes travaillent sur des sols reconstitués à partir de déchets urbains.

### [2021 : millésime du droit pénal de l'environnement ?](#) / DUMONT SAINT PRIEST Louise, SABY Marie

Dalloz Actualité, 13/01/2021

État du droit pénal de l'environnement : insuffisances actuelles et perspectives d'évolutions au regard de la loi portant lutte contre le dérèglement climatique.

### [La biodiversité des sols renseigne sur leur fonctionnalité](#) / HESPEL LENA

Lien horticole, 13/01/2021, n° 1102

Les sols en ville, différents des sols naturels et agricoles, restent largement méconnus. Mais des projets visent à mieux les comprendre, en étudiant la biodiversité qui les compose.

### [Spécialisation de la justice pénale environnementale : retour sur la loi du 24 décembre 2020](#)

Dalloz Actualité, 13/01/2021

La justice pénale environnementale vient de connaître une avancée certaine avec la promulgation, le 24 décembre 2020, de la loi n° 2020-1672 relative au parquet européen, à la justice environnementale et à la justice pénale spécialisée.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000042737977>

### [Neutralité carbone : bientôt une norme internationale pour la définir](#) / RADISSON LAURENT

Actu-environnement.com, 13/01/2021

De quoi parle-t-on en utilisant l'expression « neutralité carbone » ? C'est à cette question que répondra la norme d'application volontaire ISO 14068. L'Organisation internationale de normalisation (ISO) travaille sur cette future norme, dont l'idée a été lancée par le Royaume-Uni.

### [Aires protégées en France](#) / MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Ecologie.gouv.fr, 13/01/2021

Pour la première fois, une stratégie nationale pour les aires protégées unifiée pour la France hexagonale et les territoires d'outre-mer est adoptée. Elle intègre à la fois les enjeux terrestres et maritimes.

### [La biodiversité : une urgence planétaire](#) / LUNEAU AURELIE

France culture, 12/01/2021, 57 mn

Plus d'un million d'espèces animales et végétales sont aujourd'hui menacées, et les atteintes faites à l'environnement montrent combien nous dépendons de la santé de nos écosystèmes. Or, selon le monde scientifique, la crise sanitaire que nous traversons ne serait qu'une première alerte... Sommes-nous à l'aube de crises encore plus graves ? Comment agir ? Au-delà des mots et des annonces au sommet, quelles sont les politiques effectives et les actions de fond à engager au plus vite ? Qui détient les solutions ? État des lieux, bilan et réactions avec nos invitées, suite aux annonces faites lors du "One Planet Summit".

### [La biodiversité, notre assurance-vie](#) / MUNIER JACQUES

Franceculture.fr, 12/01/2021

Favoriser l'agroécologie, mobiliser des financements nouveaux, améliorer la lutte contre la déforestation... C'était le programme du Sommet pour la planète - consacré à la biodiversité - organisé par la France ce lundi.

### [Biodiversité : Le One Planet Summit, un premier sommet ce lundi 11 janvier 2021 pour bien lancer l'année](#)

20minutes.fr, 11/01/2021

Diplomatie 2021 s'annonce crucial pour la biodiversité avec une série de sommets internationaux qui doivent à aboutir à l'élaboration d'un nouveau cadre pour mieux protéger nos écosystèmes. Cela commence ce lundi avec le One Planet Summit, organisé depuis l'Élysée. Lancés par Emmanuel Macron en 2017, les One Planet Summits réunissent chefs d'États et acteurs de la société civile et privée pour dégager des nouvelles coalitions sur la transition écologique. Une quatrième édition est organisée ce lundi depuis l'Élysée. Et cette fois-ci, on parlera de biodiversité. De la grande muraille verte d'Afrique à l'agroécologie, en passant par la protection des écosystèmes marins ou encore les liens entre déforestation, espèces et santé humaine. L'Élysée promet des engagements concrets. Une

manière de bien lancer 2021 ? L'année s'annonce cruciale pour biodiversité avec, en fin d'année, le sommet de Kunming, en Chine, qui doit être aussi majeur que la COP21 l'a été sur le climat.

**Biodiversité : "L'artificialisation des sols est une menace sanitaire"** / VERBAERE Isabelle  
Gazette des communes, des départements, des régions (la), 11/01/2021, n° 2547, p. 20-21  
Interview de Gwenaël Vourc'h, directrice adjointe de l'unité mixte de recherche "épidémiologie des maladies animales et zoonotiques" de l'Inrae (Institut nationale de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement)

**La biodiversité rejoint le climat au sommet des défis environnementaux mondiaux** /  
COSSARDEAUX Joël

Echos (les), 11/01/2021, p. 10

La préservation de la biodiversité est au coeur de la quatrième édition du One Planet Summit, qui se tient lundi depuis l'Elysée. Des coalitions emmenées par les Etats, mais aussi par les représentants du monde économique et financier, doivent s'y faire jour pour déployer des actions concrètes et relever ce défi.

**Biodiversité : l'Afnor publie une norme sur l'engagement des organisations** / RADISSON LAURENT

Actu-environnement.com, 08/01/2021

L'organisme français de normalisation a publié ce vendredi 9 janvier la norme NF X32-001, une norme d'application volontaire pour favoriser l'engagement des organisations dans une démarche en faveur de la biodiversité.

**Environnement : 50 ans de politiques chaotiques en France** / JACQUE Muryel

Echos (les), 07/01/2021, p. 13

Il y a cinquante ans, la question environnementale entrainait au gouvernement. Depuis le pionnier Robert Poujade, premier à prendre les rênes du ministère de l'Environnement créé au tournant des Trente Glorieuses, jusqu'à Barbara Pompili, en poste depuis moins d'un an, plus de 30 ministres ou secrétaires d'Etat se sont succédé. Pour quel résultat ?

**La politique de santé-environnementale doit améliorer le volet prévention, selon une commission d'enquête** / LAPERCHÉ DOROTHEE

Actu-environnement.com, 06/01/2021

Les dysfonctionnements dans la mise en œuvre de la politique publique de santé environnementale ont été décortiqués par une commission d'enquête de l'Assemblée. Elle formule des pistes d'amélioration dont plusieurs concernent la prévention.

**Les recommandations de l'Europe pour rendre l'agriculture française plus résiliente** / FABREGAT SOPHIE

Actu-environnement.com, 06/01/2021

La Commission européenne a publié ses recommandations sur les plans stratégiques nationaux sur l'agriculture. Elle dresse un état des lieux sévère sur l'agriculture française et analyse les priorités d'action.

**Biodiversité : un guide d'identification des espèces pour les autorités de contrôle** / RADISSON LAURENT

Actu-environnement.com, 06/01/2021

Faciliter les expertises d'identification des espèces de faune et de flore sauvages. Tel est l'objectif du guide de bonnes pratiques que vient de publier l'UMS Patrinat, ce centre d'expertise commun à l'Office français pour la biodiversité (OFB), au CNRS et au Muséum national d'histoire naturelle (MNHN).

**Quand des centrales solaires contribuent à déboiser le sud de la France** / BOURBOULON ISABELLE

Bastamag.net, 05/01/2021

Raser des forêts pour y installer des parcs photovoltaïques, c'est un des paradoxes de la transition énergétique à l'œuvre. Enquête dans les départements ruraux du sud de la France, dont les terres boisées sont ciblées par des industriels.

**Pesticides : le Conseil d'État clôt le débat sur les compétences du maire** / MARCANGELO LEOS PHILIE

Banquedesterritoires.fr, 05/01/2021

Le Conseil d'État a sifflé la fin de la partie sur le dossier des arrêtés anti-pesticides, qui aura occupé bon nombre de cours et tribunaux administratifs ces derniers mois.

**Dérogations espèces protégées : une instruction précise la déconcentration des avis du CNPN /**  
RADISSON LAURENT

Actu-environnement.com, 05/01/2021

Mettre en œuvre la déconcentration des avis du Conseil national de protection de la nature (CNPN) au profit des conseils scientifiques régionaux du patrimoine naturel (CSRPN) dans le cadre de la procédure de demande de dérogation à l'interdiction de destruction des espèces protégées. Tel est l'objet de l'instruction en date du 9 décembre que le ministère de la Transition écologique vient de mettre en ligne sur son site.

[Lien vers l'instruction:](https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Instruction%20technique%20du%209%20d%C3%A9cembre%202020%20relative%20C3%A0%20la%20mise%20en%20oeuvre%20de%20la%20d%C3%A9concentration%20des%20avis%20du%20CNPN%20au%20profit%20des%20CSRPN.pdf)

<https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Instruction%20technique%20du%209%20d%C3%A9cembre%202020%20relative%20C3%A0%20la%20mise%20en%20oeuvre%20de%20la%20d%C3%A9concentration%20des%20avis%20du%20CNPN%20au%20profit%20des%20CSRPN.pdf>

**Villes nourricières : l'exemple de la ceinture verte maraîchère qui se dessine autour de Pau /** LES HORIZONS

Demainlaville.com, 05/01/2021

Alors que la crise sanitaire a mis en exergue l'engouement des français.es pour les circuits alimentaires de proximité, le déploiement à grande échelle d'une agriculture urbaine et péri-urbaine intéresse de nombreuses villes françaises. À Pau, c'est à travers le concept d'une ceinture verte maraîchère que le concept émerge.

**Pesticides : le Conseil d'État dénie toute compétence aux maires /** RADISSON LAURENT

Actu-environnement.com, 05/01/2021

Douche froide pour les maires. Le Conseil d'État refuse de leur accorder une quelconque compétence pour réglementer les pesticides, même en l'absence de mesures nationales de protection des riverains.

**Renaturation de rivières urbaines, le Val d'Oise et l'Essonne témoignent**

Actu-environnement.com, 04/01/2021

Face au risque d'inondation et pour restaurer les continuités écologiques, des collectivités engagent des chantiers de renaturation de rivières urbaines. Illustration dans le Val d'Oise et l'Essonne.

**Le canal du midi poursuit sa transformation /** FAYOLLE PASCAL

Lien horticole, 01/2021, n° 1102, p. 46-48

La célèbre voie navigable construite il y a plus de trois siècles par Pierre-Paul Riquet n'en finit pas de perdre ses platane, remplacés par d'autres essences. Une mutation paysagère qui a un coût.

**Convergence des transitions numériques et écologiques : les 4 leviers du Sénat et les 11 pistes de l'Arcep /** ROUSSEL FLORENCE

Actu-environnement.com, 30/12/2020

Les travaux se poursuivent autour de la convergence des transitions numériques et écologiques. Alors que le Gouvernement prépare une feuille de route interministérielle sur la question, le Sénat a avancé sur sa proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France (« REEN »). Le texte a été adopté le 16 décembre dernier en commission. Il sera étudié le 12 janvier prochain en séance publique.

**Impact des changements climatiques sur l'agriculture : ne pas oublier les effets du taux de CO2 /** ROUSSEL FLORENCE

Actu-environnement.com, 30/12/2020

Afin d'anticiper et d'adapter les systèmes agricoles, de nombreuses études et scénarios de prospective s'intéressent à l'impact des changements climatiques sur l'agriculture. La variation de la température ou des précipitations va indubitablement jouer sur les rendements. Mais un autre paramètre est bien souvent oublié : la concentration de CO2 dans l'atmosphère. Or, son augmentation a des effets positifs sur les plantes (stimulation de la croissance) comme parfois négatifs sur les teneurs en certains nutriments.

**Occitanie. En 2021, la Région prévoit 125 M€ pour la biodiversité /** MARTIN GIL

Actu.fr, 30/12/2020

Carole Delga a présenté le budget 2021 de la Région Occitanie qui veut agir sur les enjeux environnementaux et climatiques. Deux grandes priorités : l'énergie et la biodiversité.

### **Concilier biodiversité et prévention des risques / CLIFFORD ADELIN**

TSM : techniques, sciences, méthodes, 12/2020, n° 12, p. 27-28

Le 19 septembre 2019 s'est déroulée à Paris une journée d'échanges sur la gestion écologique des ripisylves, organisée par l'Astee avec le soutien du Centre de ressources Génie écologique de l'Office français de la biodiversité (OFB) et du service de la recherche du ministère de la Transition écologique (MTE). Plus de 100 personnes étaient présentes lors de cette rencontre, qui a permis de poser des constats et de faire émerger des recommandations pour une meilleure gestion des ripisylves.

### **Approche économique, un des piliers dans l'accompagnement des agriculteurs au changement de pratiques : quels outils et méthodes ? / COUVEZ Antoine**

TSM : techniques, sciences, méthodes, 12/2020, n° 12, p. 17-18

Afin de promouvoir un développement agricole territorial en accord avec les enjeux de protection des ressources en eau, il est nécessaire d'accompagner les agriculteurs dans une transition de leur modèle.

### **Fin de l'enquête publique systématique dans la procédure d'autorisation environnementale /**

RADISSON LAURENT

Actu-environnement.com, 21/01/2020

Le principal décret d'application de la loi Asap qui simplifie les procédures en matière environnementale est finalisé. Il met un terme aux enquêtes publiques systématiques pour certains projets soumis à autorisation environnementale.

### **Cimetières, hôtels, parcs d'attractions, etc. : les phytos interdits à partir de 2022 / FABREGAT SOPHIE**

Actu-environnement.com, 21/01/2020

À partir du 1er juillet 2022, l'utilisation des produits phytopharmaceutiques sera interdite dans les propriétés privées accueillant du public et/ou à usage collectif, selon l'arrêté publié le 21 janvier au Journal officiel.

### **Lyon baisse l'éclairage public pour créer une "trame noire" / DELPONT LEA**

Lesechos.fr, 31/12/2020

La ville va étendre à de nouveaux quartiers l'expérimentation de limitation de l'éclairage nocturne pour favoriser la biodiversité.

### **Laisser la nature faire ce qui est dans sa nature / MARTIN SABINE**

La lettre EAU, 12/2020, n° 83

Depuis quelques années, la sécheresse des sols sévit l'été dans de nombreuses régions de France. Mais pourquoi les sols deviennent-ils arides ? Pourquoi des rivières qui coulaient encore il y a peu, s'assèchent-elles en été ? La réponse est à chercher du côté des actions de l'homme, qui artificialise peu à peu les espaces naturels. Heureusement, face à ce constat sans appel, la nature nous apporte des solutions.

### **Gérer et valoriser les haies bocagères / CIVAM PAYS DE LA LOIRE**

CIVAM Pays de la Loire, 2020

Le bocage est un paysage typique des régions d'élevage, façonné au fil du temps par les humains. Il se caractérise par la présence de haies, talus, cours d'eau, mares et bosquets, prairies et cultures. Pour perdurer et se renouveler, le bocage doit faire l'objet d'une gestion adaptée aux usages et enjeux actuels. Les agriculteurs et les collectivités, en tant que gestionnaires d'une grande partie du linéaire de haies, ont un rôle prépondérant à jouer.

### **Biodiversité : Placer la nature au coeur de l'aménagement local / LUNEAU Sylvie**

Courrier des maires et des élus locaux (le), 01/2021, n° 352, p. 54-55

Depuis 30 ans, les sols sont artificialisés à outrance. Cette disparition des espaces naturels, forestiers et agricoles a des conséquences néfastes sur la biodiversité, le climat, les inondations, les submersions marines, etc.

Comment développer sa commune sans la bétonner ? Des solutions existent pour faire de la biodiversité un enjeu transversal de la nouvelle mandature.

## Pollution

### Pollution de l'air en ville : cartographie, microcapteurs et sciences participatives / EYMARD

LAURENCE, TURCATI LAURE, PAYAN SEBASTIEN

TheConversation.com, 13/01/2021

- Comment marche la surveillance de la qualité de l'air ?
- Les microcapteurs au service de cartographies dynamiques
- Captation citoyenne et co-construction de connaissances nouvelles

### **Pollution atmosphérique : les 6 mois fixés par le Conseil d'Etat sont écoulés... Et maintenant ?** /

LANDOT ERIC

Blog.landot-avocats.net, 13/01/2021

Il y a 6 mois, l'État se faisait condamner par la Haute Assemblée de manière tout à fait inédite

### **Pollution de l'air : des progrès doivent encore être réalisés pour atteindre les objectifs européens** / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 08/01/2021

Telle est la principale conclusion du deuxième rapport sur les perspectives de la qualité de l'air, publié ce vendredi 8 janvier.

Lien vers le rapport : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:52021DC0003>

### Qualité de l'air : un nouvel indice Atmo en vigueur depuis le 1er janvier 2021 / LENORMAND ANNE

Localtis.info, 05/01/2021

L'indice Atmo, qui mesure au quotidien la qualité de l'air dans les grandes agglomérations à partir des concentrations de quatre polluants (dioxyde de soufre, dioxyde d'azote, ozone et particules fines PM-10) vient de faire peau neuve. Depuis le 1er janvier, il intègre un cinquième polluant réglementé, les particules fines PM2,5. Il va également fournir une prévision plus fine, calculée à l'échelle de chaque établissement public de coopération intercommunale (EPCI). Son échelle de graduation évolue aussi : le niveau "très bon" disparaît et le niveau "extrêmement mauvais" fait son apparition.

## 4.3 Déchets

### Le méthane, une énergie verte ?

Parisien (le), 26/01/2021, p. 9

Transformer la bouse et les déchets organiques en gaz : sur le papier, la technique a tout pour plaire mais sur le terrain, cet «or vert» n'est pas si rose. Les riverains manifestent leur mécontentement.

### **Tri mécano-biologique : les critères de généralisation du tri à la source des biodéchets en consultation** / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 22/01/2021

Le ministère de la Transition écologique met en consultation les critères de généralisation du tri à la source des biodéchets qui permettent la création de nouvelles installations de tri mécano-biologiques.

### **Hauts-de-Seine : Meudon va recycler ses masques** / TENAGLIA Adelaïde

Lesechos.fr, 22/01/2021

<https://www.lesechos.fr/pme-regions/ile-de-france/hauts-de-seine-meudon-va-recycler-ses-masques-1283237>

Meudon est la première commune d'Ile-de-France à mettre en place un système de collecte des masques usagés. Ils seront ensuite transformés en matériel scolaire.

### **Déchets nucléaires : la France doit lancer au plus vite ses projets de stockage, estime l'ASN** / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 21/01/2021

La France n'a plus le choix, estime l'Autorité de sûreté nucléaire : elle doit valider rapidement les solutions de stockage des déchets radioactifs, faute de quoi elle sera à court de solutions.

**Loi AGECE et obligations de tri. La part belle faite aux incinérateurs** / GUICHARDAZ OLIVIER  
DECHETS INFOS, 20/01/2021, n° 199, p. 3-16

Deux projets de textes vont fixer les obligations de tri préalable à l'élimination de déchets. En l'état, ils créeront des inégalités selon les modes de traitement, sans véritablement pousser, en eux-mêmes, à l'économie circulaire. L'incinération avec valorisation énergétique sera de fait favorisée.

**Covid. De nouvelles fiches pour la prévention** / GUICHARDAZ OLIVIER  
DECHETS INFOS, 20/01/2021, n° 199, p. 1-2

Le ministère du Travail préconise notamment de suspendre les « moments de convivialité » et il recommande le port de lunettes de protection pour les ripeurs et les agents de tri.

**L'Ademe lance un appel à manifestation d'intérêt pour promouvoir le zéro plastique en Martinique** / BOUGHRIET RACHIDA

Actu-environnement.com, 08/01/2021

L'Agence de la transition écologique (Ademe) lance un appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour soutenir les initiatives promouvant le zéro plastique sur le territoire martiniquais. Les collectivités, les entreprises (metteurs sur le marché, grande distribution, épicerie, importateurs...) et les associations peuvent candidater jusqu'au 31 mars 2021. Leur projet doit permettre d'avoir un impact sur la diminution du plastique en Martinique, une étude ou de la communication sur le sujet.

**Un rapport dénonce les banques qui financent la pollution plastique** / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 08/01/2021

Après avoir ciblé le soutien apporté par les banques aux investissements dans les énergies fossiles, les ONG s'attaquent maintenant aux appuis financiers qu'elles considèrent être à l'origine de la pollution plastique.

**La pollution plastique : une bombe à retardement** / STOLL STEPHANIE

Lagazettesdescommunes.com, 08/01/2021

La sénatrice Angèle Préville (PS, Lot, ) et le député Philippe Bolo (Modem, Maine-et-Loire) ont rendu, le 10 décembre 2020, un rapport parlementaire sur les pollutions générées par les plastiques, n'hésitant pas à annoncer que l'on se trouvait face à une bombe à retardement. Entretien avec Angèle Préville, qui est également une ancienne enseignante de physique-chimie.

**Plastique : un décret adapte les interdictions visant la vaisselle jetable** / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 08/01/2021

Un décret adapte la réglementation concernant l'interdiction de certains produits en plastique à usage unique aux dispositions de la loi contre le gaspillage et à celles de la directive sur les plastiques à usage unique.

[Le décret : https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042845233](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042845233)

**REP papiers : le nouveau dispositif applicable à la presse est fixé** / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 07/01/2021

Un décret fixe les nouvelles règles permettant aux titres de presse de s'acquitter sous forme d'encarts publicitaires de leur contribution au titre de la filière de responsabilité élargie des producteurs pour les papiers.

**Fin des emballages plastiques à usage unique. La montagne AGECE va accoucher d'une souris** / GUICHARDAZ OLIVIER

DECHETS INFOS, 06/01/2021, n° 198, p. 4-8

Le ministère de l'Écologie reconnaît que l'objectif de fin des emballages en plastique à usage unique, fixé pour 2040 par la loi anti-gaspillage (AGECE), est non contraignant pour les metteurs en marché, en raison du droit européen.

**DDS. La filière étendue aux assimilés et à de nouveaux déchets** / GUICHARDAZ OLIVIER

DECHETS INFOS, 06/01/2021, n° 198, p. 3

Cartouches de gaz, aérosols, teintures, encres et produits à base d'hydrocarbures font désormais partie du périmètre.

### Arrêté du 25 décembre 2020 portant modification de l'arrêté du 29 novembre 2016 relatif à la procédure d'agrément et portant cahier des charges des éco-organismes de la filière des emballages ménagers

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 01/01/2021

Le présent arrêté modifie le cahier des charges des éco-organismes ayant pour objet de contribuer au traitement des déchets issus des emballages ménagers, afin de prendre en compte certaines dispositions de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire. Il introduit en particulier les dispositions de l'article L. 541-10-2 du code de l'environnement relatives à la prise en charge dès le 1er janvier 2021 de la totalité des coûts de gestion des déchets d'emballages ménagers dans les territoires ultramarins, y compris le coût de ramassage et de traitement des déchets abandonnés dans l'espace public, ainsi que les conditions de leur majoration par rapport aux coûts de la métropole. Les autres évolutions portent sur le renforcement des objectifs sur le réemploi des emballages prévus par les articles 9 et 65 de la loi du 10 février 2020, des conditions relatives à la modulation des contributions encadrée par l'article L. 541-10-3 du code de l'environnement, la collecte séparée par le service public de gestion des déchets d'emballages consommés hors foyer et les modalités de transmission de certaines données à l'autorité administrative mentionnée à l'article R. 131-26-1 du code de l'environnement.

### Les bonnes recettes pour produire moins de déchets / HUTEAU Hélène

Techni.cités, 01/2021, n° 339, p. 26

Cinquante-huit « Territoires pionniers » identifiés par l'Ademe produisent deux fois moins de déchets que la moyenne, avec des coûts de collecte de - 22 % en campagne et de - 10 % en ville. L'Ademe a analysé les facteurs clés de prévention de ces acteurs.

### Les filières déchets / LARROQUE Damien

Travail & sécurité, 01/2021, n° 822, p. 12-25

Les activités de gestion des déchets, fortement structurées par la réglementation, doivent sans cesse se réinventer pour répondre à leurs évolutions rapides. Ces dernières engendrent de nouvelles filières spécialisées et renvoient régulièrement à la hausse les objectifs en matière de collecte et de recyclage. Dans un secteur à faible valeur ajoutée, cette impermanence a des conséquences sur la prévention des risques professionnels.

Au sommaire :

- Valoriser les déchets, mais pas à n'importe quel prix
- Dasri : la Covid accélère les flux
- Avec les Zar (zones à accès restreint), pas de lézard
- Une deuxième vie moins fripée : la collecte des déchets textiles
- Déchets métalliques : recyclage en petits bouts, façon puzzle
- Gestion des déchets dans les travaux publics
- Le recyclage des bouteilles plastiques

### Décret n° 2020-1817 du 29 décembre 2020 portant sur les informations des devis relatives à l'enlèvement et la gestion des déchets générés par des travaux de construction, de rénovation, de démolition de bâtiments et de jardinage et des bordereaux de dépôt de déchets

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 31/12/2020, n° 316

Le décret introduit des dispositions réglementaires de façon à ce que les maîtres d'ouvrage puissent s'assurer de la bonne gestion des déchets issus de leurs chantiers, dont ils sont responsables au titre de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ces dispositions réglementaires sont : la formalisation de lignes déchets dans les devis rédigés par les entreprises et les professionnels du bâtiment ainsi que par les entreprises et les professionnels du jardinage préalablement à la réalisation de travaux de construction, de rénovation et de démolition de bâtiments et des travaux de jardinage.

### Décret n° 2020-1758 du 29 décembre 2020 portant diverses modifications des dispositions du code de l'environnement relatives à la gestion des déchets

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 31/12/2020, n° 316

Ce décret modifie les dispositions réglementaires relatives à la prévention et la gestion des déchets. Il définit les modalités de déclaration à l'administration, par un éco-organisme d'une filière à responsabilité élargie du producteur, des données relatives aux déchets qui quittent le territoire national pendant tout ou partie des étapes jusqu'au traitement final. Il adapte les modalités de tri dans les établissements recevant du public en fonction de la quantité de déchets produite et définit les consignes de tri à respecter. Enfin, il complète les sanctions pénales liées à la gestion des déchets.

## Du nouveau pour lutter contre le gaspillage / ROUSSEL FLORENCE

Actu-environnement.com, 31/12/2020

Afin de lutter contre le gaspillage et la production de déchets, de nouvelles mesures se mettent en place. Elles découlent de la directive européenne sur les plastiques et de la loi économie circulaire de février 2020.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042753962>

## 5. TRANSVERSAL SERVICES TECHNIQUES TERRITORIAUX

---

### Transition écologique - Energies renouvelables : comment résister au vent de fronde / DESCAMPS Olivier

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 18/01/2021, n° 2548, p. 6-8

Objets de suspicion, les projets de bois-énergie et autres méthaniseurs ont besoin de l'appui des collectivités. D'abord, pour poser les termes de débats sereins. Ensuite, pour influencer sur certains arbitrages en fonction de critères locaux. Un impératif : anticiper.

### L'avenir de la smart city s'écrit dans les villes moyennes / IBELAIDENE JESSICA

Batiactu.com, 08/01/2021

Le cabinet Xerfi a réalisé une étude sur l'évolution de la smart city en France. Si la ville intelligente semble gagner en maturité, l'heure n'est plus aux grands projets globaux tels qu'imaginés à Dijon ou à Angers. Le marché devrait en effet davantage se développer autour des villes moyennes et petites communes.

### Les points sensibles du projet de loi 4D / BEUREY THOMAS

Banquedesterritoires.fr, 08/01/2021

Les élus locaux ont salué certains des assouplissements et des transferts de compétences prévus par l'avant-projet de loi de décentralisation ("4D") porté par la ministre de la Cohésion des territoires. Mais la poursuite des consultations en ce début d'année met au jour plusieurs sujets qui feront probablement débat dans les prochains mois.

### **Loi ASAP, une accélération de la régression du droit de l'environnement et une complexe simplification** / BEUZON FRANCOIS-XAVIER

Droit de l'environnement, 01/2021, n° 296, p. 16-23

La loi ASAP vise la simplification des procédures administratives, notamment pour accélérer l'installation des sites industriels, rendue encore plus urgente par la crise sanitaire : elle laisse donc au préfet, dont le rôle se voit ici renforcé, la possibilité de déroger à des règles pourtant protectrices. Négligeant la crise écologique, l'allègement des procédures a pour conséquence une remise en cause des principes de prévention mais aussi d'information et de participation et une régression du droit de l'environnement.

### **Loi ASAP : quand la simplification fragilise les projets** / HUGLO CHRISTIAN, MARTI ANDREA

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le), 01/01/2021, n° 6119, p. 34-36

Délais supplémentaires de mise en conformité, exécution anticipée des travaux... Les mesures prises pour faciliter les implantations industrielles pourraient nourrir de nouveaux contentieux.

### **Le smart entre omniscience et fluidité** / BATTAGLINI SEBASTIEN

Réseaux lignes et canalisations : VRD, 11/2020, n° 264, p. 18-21

Le smart, tout le monde en parle. Mais dans les faits, peu de territoires se sont vraiment lancés. Les grosses communautés d'agglomération ne sont pas les seules à se jeter dans le bain. La modeste communauté de communes du Haut pays Val d'Alzette met le point final à une solution de smart territoire ambitieuse.

## **WEBINAIRES**

### *Les webinaires par thématique*

[E-communauté Eau et Assainissement et milieux aquatiques](#)

[E-communauté Transition énergétique](#)

[E-communauté Déchets et économie circulaire](#)

[E-communauté Direction des Services Techniques et Urbains](#)

[E-communauté Routes et rues](#)

[E-communauté Nature et environnement](#)

[E-communauté Architecture et bâtiments](#)

[E-communauté Parcs et Ateliers](#)

Pour accéder aux échanges et aux documents associés, connectez-vous aux E-communautés du CNFPT : <https://e-communautes.cnfpt.fr>

## E-communauté Eau et Assainissement et milieux aquatiques

### Directive Cadre sur l'eau potable

9/03/21 13h – 1h

Inset de Montpellier, Pôle de compétences Eau et assainissement, 20/03/2020

Animation : Pierrick ROLLANT, animateur e-communauté eau

Témoignage de Nathalie FRANQUES, Ministère

**Participer** : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/directive-eau-potable>



[Pour revoir tous les webinaires, cliquez ici](#)

## E-communauté Transition énergétique



[Pour revoir tous les webinaires, cliquez ici](#)

## E-communauté Déchets et économie circulaire

### La prévention des risques en collecte des déchets

19/02/21 11h30 – 1h

CNFPT, Pôle de compétences Environnement et déchets

Animateurs : Bruno ACH (CNFPT/INSET Montpellier) et Renaud PIQUEMAL animateur e-communauté

**Participer** : [https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/prevention\\_risques\\_collecte\\_dechets/](https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/prevention_risques_collecte_dechets/)



[Pour revoir tous les webinaires, cliquez ici](#)

## E-communauté Routes et rues

### Cycle de webinaires : « Les innovations dans les infrastructures routières » en cours de planification

#### Webinaire 3 du cycle Innovations voirie : Retour d'expérience du département de l'Hérault sur des procédés innovants routiers

24 mars 2021

Organisation : Marc COURBOT, animateur de l'e-communauté Routes et rues, service Aménagements à la Métropole de Lille.

Intervention : Philippe POURCEL, Directeur des Politiques Techniques et Innovations, Pôle des Routes et Mobilités, DGA Aménagement du Territoire du CD de l'Hérault

**Participer** : [https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/inno\\_infra\\_routiere/](https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/inno_infra_routiere/)



[Pour revoir tous les webinaires, cliquez ici](#)

## E-communauté Direction des Services Techniques et Urbains

### Cycle webinaires : Le rôle du DST dans la conduite des transitions territoriales

<https://www.cnfpt.fr/se-former/trouver-evenement/directeurs-services-techniques-cycle-webinaires-dedie/inset-montpellier>

**1 - jeudi 10 décembre de 11h30 à 12h15** : Relation aux usagers et gestion des interventions en temps de COVID 19 : Quels outils pour répondre rapidement dans toutes les thématiques, avec une évaluation permanente ?

**2 –jeudi 14 janvier de 11h30 à 12h15** : Transition écologique : énergie citoyenne et participation : quels seront les « territoires permacirculaires » de demain ? Outils opérationnels transférables dans le sens de l'écologie intégrale

**3 –jeudi 4 février de 11h30 à 12h15** : Repenser les espaces publics post-covid, comme une infrastructure de santé publique en réponse aux besoins sociaux et psychologiques. Outils, méthodes et exemples inspirants.

**4 –jeudi 11 mars de 11h30 à 12h15** : Management des services techniques des temps de crises ponctuelles, qui deviennent permanents. Quels outils ? Quels exemples

**5 –jeudi 8 Avril de 11h30 à 12h15** : Gestion de la relation DST - DGS et Elus face aux défis des transitions des territoires : Quels fonctionnements pour un trio gagnant, dans un contexte d'évolution des structures et des fonctions ? Méthodes, outils et exemples inspirants.

**Participer** : <https://cnfpt-territoires.adobeconnect.com/salle6/>



[Pour revoir tous les webinaires, cliquez ici](#)

## E-communauté Nature et environnement

### Webinaires sur la qualité de l'air

Du 15/10/2020 au 18/03/2021

**En savoir plus** : <https://www.cnfpt.fr/se-former/trouver-evenement/6-webinaires-qualite-lair/inset-montpellier>

### Mobilité et qualité de l'air : quelles politiques et quels outils pour limiter les émissions et l'exposition des personnes à la pollution ?

18/02/2021 à 11h30 – 1h

Animation : Bruno ACH (CNFPT/INSET Montpellier) INSET Dunkerque et Siège (DGM)

Intervention : MTES

**Participer** : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/qualite-air/>

### Biodiversité et qualité de l'air : quels bénéfices ? Quels antagonismes ? Quelles évolutions en cours et à venir dans les services espaces verts ?

18/02/2021 à 11h30 – 1h

Animation : Bruno ACH (CNFPT/INSET Montpellier) INSET Dunkerque et Siège (DGM)

Intervention : MTES

**Participer** : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/qualite-air/>



[Pour revoir tous les webinaires, cliquez ici](#)

## E-communauté Architecture et bâtiments



[Pour revoir tous les webinaires, cliquez ici](#)

## E-communauté Parcs et Ateliers



[Revoir les webinaires](#)

### **Le confinement dans les ateliers et parcs, et après**

Témoignages de Muriel CHARPENTIER, LES MUREAUX ; Nicolas COMBY, CNFPT ; Bruno CORDAT, BREST MÉTROPOLE ; Philippe DENIS, RENNES MÉTROPOLE ; Jean-Marc FENOY, CA BESANÇON ; Patrice GILBERT, EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ; Manuel VASSALLO, MONTPELLIER  
Organisateurs : Pôle Parcs et Ateliers Gérard Moreno

**Revoir :** <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/p0wr1k992fz1/>

Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT  
Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.

**Reflex\_info@Reflex\_réseau**  
Le réseau des documentalistes du CNFPT